CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 51.977/4
du 2 octobre 2012

sur

un projet d'arrêté royal 'modifiant diverses dispositions relatives au statut des militaires'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 51.977/4
van 2 oktober 2012

over

een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van diverse bepalingen betreffende het statuut van de militairen'

Le 27 août 2012, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Défense, à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé jusqu'au 5 octobre 2012 (*), sur un projet d'arrêté royal 'modifiant diverses dispositions relatives au statut des militaires'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 2 octobre 2012. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Pierre VANDERNOOT et Jacques JAUMOTTE, conseillers d'État, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Laurence VANCRAYEBECK et Véronique SCHMITZ, auditrices.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 2 octobre 2012.

(*) Par courriel du 29 août 2012.

*

Op 27 augustus 2012 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Landsverdediging verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot 5 oktober 2012 (*) een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van diverse bepalingen betreffende het statuut van de militairen'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 2 oktober 2012. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Pierre VANDERNOOT en Jacques JAUMOTTE, staatsraden, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Laurence VANCRAYEBECK en Véronique SCHMITZ, auditeurs.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van de Heer Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 2 oktober 2012.

(*) Bij e-mail van 29 augustus 2012.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉ PRÉALABLE

Il ressort de l'article 19/1, § 1er, de la loi du 5 mai 1997 'relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable' qu'en principe tout avant-projet de loi, tout projet d'arrêté royal et tout projet de décision soumis à l'approbation du Conseil des ministres doivent donner lieu à un examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence [1]; les seuls cas dans lesquels un tel examen préalable ne doit pas avoir lieu sont ceux qui sont appelés à être fixés par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres [2], qui, à ce jour, en l'état des textes publiés au *Moniteur belge*, n'a pas été pris.

Cette formalité n'a pas été accomplie en l'espèce et il revient à l'auteur du projet de veiller à l'accomplissement de celle-ci [3].

Si l'examen préalable précité aboutit à la conclusion qu'une étude d'incidence n'est pas requise, le préambule du projet sera complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Vu l'examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence, concluant qu'une évaluation d'incidence n'est pas requise ».

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

Le préambule sera adapté, d'une part, afin de citer tous les fondements juridiques du projet examiné et, d'autre part, afin de ne citer que ceux-ci.

Ainsi, il y a lieu de mentionner :

1° à l'alinéa 2, les articles 18 et 39*bis*, alinéa 1er, de la loi du 27 décembre 1961 'relative au statut des sous-officiers du cadre actif des forces armées' ;

---

[1] Article 19/1, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 5 mai 1997 précitée. L'article 19/1, § 2, de la loi du 5 mai 1997 précitée charge le Roi de fixer, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités de cet examen préalable. À ce jour, aucun arrêté ayant un pareil objet n'a été publié au *Moniteur belge*.

[2] Article 19/1, § 1er, alinéa 2, de la loi du 5 mai 1997 précitée.

[3] Voir, dans le même sens, l'avis 51.184/4 donné le 25 avril 2012 sur un projet devenu l'arrêté royal du 3 juin 2012 'modifiant l'arrêté royal du 3 mai 2003 relatif au statut des militaires du cadre de réserve des forces armées' et l'avis 51.511/4 donné le 4 juillet 2012 sur un projet devenu l'arrêté royal du 13 juillet 2012 'fixant le programme de l'École royale militaire pour l'année académique 2012-2013'.

2° à l'alinéa 3, les articles 12 et 20*octies*, 3°, de la loi du 12 juillet 1973 'relative au statut des volontaires de carrière des forces armées' ;

3° à l'alinéa 5, les articles 10, § 1er, 20, 20*decies* et 24, § 6, de la loi du 21 décembre 1990 'portant statut des candidats militaires « du cadre actif »' ;

4° à l'alinéa 7, les articles 9*bis*, § 3, 10*bis*, § 2, alinéa 1er, et 13*ter* de la loi du 20 mai 1994 'relative aux droits pécuniaires des militaires' ;

5° à l'alinéa 10, les articles 10, 11, §§ 2 et 4, 15, alinéa 2, 16, § 3, 20, § 6, 5°, et 51 de la loi du 27 mars 2003 'relative au recrutement des militaires et au statut des musiciens militaires et modifiant diverses lois applicables au personnel de la Défense'.

L'auteur du projet vérifiera également la mention des dispositions modificatives encore en vigueur [4].

DISPOSITIF

Articles 6 et 8

1. L'article 6 du projet est relatif à une modification du profil médical au cours de la carrière militaire (article 16, § 1er, en projet) et lors de la formation d'un candidat (article 16, § 2, en projet).

Il tend à remplacer l'article 16 de l'arrêté royal du 28 août 1981 'relatif au profil médical d'aptitude'.

Il ressort des informations transmises par l'officier délégué que la disposition en projet trouve son fondement légal dans l'article 90, § 1er, de la loi du 20 mai 1994 'relative aux statuts du personnel de la Défense' rédigé comme suit :

> « Le militaire subit les examens médicaux qui sont nécessaires pour vérifier s'il répond aux critères suivants :
>
> 1° les critères d'aptitude pour tout service militaire ;
>
> 2° les critères d'aptitude pour l'exercice de certaines fonctions ;
>
> 3° les critères d'aptitude pour l'exécution de certaines missions ;
>
> 4° les critères d'aptitude pour l'exécution de certaines activités.
>
> Le Roi peut fixer les critères, visés à l'alinéa 1er, par catégorie d'âges, ainsi que par catégorie de militaires. Toutefois, le Ministre de la Défense ou son délégué peut fixer ces critères dans un règlement lorsqu'il n'y a pas d'avantage pécuniaire directement lié aux fonctions, missions ou activités en question.

[4] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 27.

De plus, le Roi peut :

1° désigner les autorités qui doivent éventuellement donner un avis quant à l'aptitude médicale du militaire ;

2° désigner les autorités compétentes pour décider de l'aptitude médicale du militaire ;

3° fixer la procédure menant à la décision quant à l'aptitude médicale du militaire ».

Il résulte de cette disposition que le Roi est notamment habilité à fixer les critères d'aptitude qui constituent le profil médical.

S'il doit être interprété comme une disposition de portée réglementaire, l'article 16 en projet pose problème en ce qu'il prévoit qu'en cours de carrière ou lors de la formation, le profil médical peut être modifié par certaines autorités.

En effet, ainsi conçu, l'article 6 du projet ne peut trouver un fondement juridique dans l'article 90, § 1er, alinéa 2, de la loi du 20 mai 1994.

Un fondement juridique ne peut pas non plus être trouvé dans l'article 90, § 1er, alinéa 3, 2°, de la même loi dès lors que la disposition en projet n'a pas pour objet de désigner les autorités compétentes pour décider de l'aptitude médicale du militaire mais bien de prévoir qu'en cours de carrière ou lors de la formation, une modification du profil médical peut être décidée par voie réglementaire par d'autres autorités que celles visées dans la disposition de la loi.

L'article 6 du projet sera revu ou omis à la lumière de cette observation.

2. L'article 3, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 23 décembre 1991 'relatif à l'aptitude médicale au service en mer', en projet, est également sujet à critique en ce qu'il prévoit que

« Le médecin chef du service de sélection médicale de base du centre médical d'expertise décide du profil médical spécial que le candidat doit obtenir pour la marine, sur la base des examens médicaux effectués dans son service ».

Il n'appartient pas au Roi de désigner une autorité compétente pour fixer les critères d'aptitude, en l'occurrence le profil médical spécial.

Par conséquent, l'article 8 du projet doit être revu afin d'omettre l'article 3, alinéa 1er, en projet.

Article 31

La modification prévue par l'article 31 du projet semble devoir s'appliquer également à l'article 4, § 3, 1°, d), de l'arrêté royal du 28 janvier 2000 'relatif à l'aptitude médicale à des activités de plongée et à des plongées sèches'.

L'article 31 du projet sera complété en ce sens.

Article 41

L'article 13*ter*, § 1er, alinéa 2, de la loi du 20 mai 1994 'relative aux droits pécuniaires des militaires', tel qu'il a été inséré par l'article 6 de la loi du 29 décembre 2010 'portant des dispositions diverses (I)', contient l'habilitation suivante :

> « Toutefois, le Roi, ou l'autorité qu'Il désigne, peut, dans des cas particuliers, pour sauvegarder les droits pécuniaires du militaire, déroger au principe visé à l'alinéa 1er et maintenir au profit de l'intéressé le droit aux avantages pécuniaires militaires qu'Il détermine ».

L'article 41 du projet, qui tend à mettre en œuvre cette habilitation, doit par conséquent être modifié pour viser l'alinéa 2, et non l'alinéa 3, de l'article 13*ter*, § 1er, de la loi du 20 mai 1994.

Article 42

Il ressort du fondement légal invoqué, en l'occurrence de l'article 4, alinéa 2, de la loi du 25 février 2003 'portant création de la fonction d'agent de sécurité en vue de l'exécution des missions de police des cours et tribunaux et de transfert des détenus', que l'habilitation contenue dans cette disposition doit être mise en œuvre par un arrêté délibéré en Conseil des ministres.

Tel n'est pas le cas du projet d'arrêté royal à l'examen et l'article 42 doit par conséquent être omis.

Article 45

À l'article 9, 1°, en projet, compte tenu de la définition figurant à l'article 1er, 2°, de l'arrêté royal du 11 septembre 2003 'relatif au recrutement des militaires', il y a lieu d'omettre les mots « du 27 mars 2003 ».

Articles 47 et 50

Les modifications apportées par les articles 47 et 50 du projet à l'arrêté royal du 11 septembre 2003 'relatif au recrutement des militaires' visent notamment à instaurer une épreuve de connaissance académique à l'attention des postulants à une première année d'étude de la formation de médecin, de vétérinaire, de dentiste ou de pharmacien. Seraient dispensés de cette épreuve les postulants tenus de présenter un examen d'admission à l'entrée de ces études.

Tel est le cas actuellement des études de médecine et de dentisterie organisées en Communauté flamande.

L'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait qu'à partir de l'année académique 2013-2014, l'accès aux études de médecine sera conditionné, en Communauté française, à la participation effective à un test d'orientation.

L'article 50*bis*, § 1er, du décret du 31 mars 2004 'définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités', prévoit en effet ce qui suit :

« § 1er. À partir de l'année académique 2013-2014, ont seuls accès aux études de premier cycle du domaine 12° 'sciences médicales', tel que défini à l'article 31, en vue de l'obtention du grade qui les sanctionne, les étudiants qui satisfont aux conditions générales d'accès aux études de premier cycle visées à l'article 49 et qui justifient d'une attestation de participation effective à un test d'orientation du secteur de la santé.

Ce test est organisé sous forme d'épreuve écrite. Par participation effective à ce test, on entend avoir présenté l'ensemble de l'épreuve et obtenu un résultat supérieur à celui correspondant à l'absence de toute réponse.

Ce test, identique et simultané dans toutes les institutions universitaires, est organisé collégialement chaque année, une première fois durant la première quinzaine de juillet et une seconde fois durant la première quinzaine de septembre, par les institutions universitaires habilitées à organiser et organisant des études de premier cycle en sciences médicales ; elles sont tenues de participer à l'organisation et à l'évaluation du test, aux conditions fixées par le Gouvernement. Cette épreuve est accessible à tout candidat en situation de pouvoir satisfaire pleinement aux conditions générales visées à l'article 49 avant le début de l'année académique.

Le test vise à évaluer les aptitudes spécifiques et les compétences pré-requises pour entreprendre des études supérieures du secteur de la santé. Il porte sur les matières suivantes :

1° Connaissance et compréhension des matières scientifiques.

a) Biologie;

b) Chimie;

c) Physique;

d) Mathématiques.

2° Communication et analyse critique de l'information.

a) Communication écrite;

b) Analyse, synthèse et argumentation;

c) Connaissance des langues française et anglaise.

À l'exception de l'évaluation de la connaissance des langues, l'usage d'un dictionnaire français ou bilingue est autorisé. Le Gouvernement arrête le programme détaillé du test.

Chaque participant reçoit personnellement les résultats de son test. Les résultats du test ne peuvent faire l'objet d'une diffusion ou d'une communication publique qui permettrait d'inférer l'identité ou les qualités des candidats ».

Tel qu'il est rédigé, l'article 33, § 2, de l'arrêté royal du 11 septembre 2003, en projet, ne permet pas de prendre en compte ce type de test. En effet, la disposition à l'examen vise uniquement l'« examen d'admission […] organisé, selon le cas, par la Communauté française, flamande ou germanophone ». La question se pose toutefois de savoir dans quelle mesure les résultats obtenus par ce test, et plus particulièrement, ceux obtenus pour la partie relative à la connaissance et la compréhension des matières scientifiques, ne pourraient pas, s'ils

sont de niveau suffisant, dispenser les étudiants poursuivant des études de médecine en Communauté française de présenter l'épreuve de connaissance académique. À défaut de toute prise en considération, il y aurait une différence de traitement entre, d'une part, les postulants qui auraient réussi l'examen d'admission en Communauté flamande et qui seraient par conséquent dispensés de l'épreuve de connaissance académique et, d'autre part, les postulants qui obtiendraient des résultats équivalents lors du test présenté en Communauté française mais qui, eux, ne seraient pas dispensés de l'épreuve de connaissance académique.

En tout état de cause, les dispositions doivent être conçues dans le respect du principe d'égalité et de non-discrimination.

Les articles 47 et 50 du projet doivent être réexaminés à la lumière de cette observation.

Article 48

Lorsqu'un postulant ne remet pas « l'attestation visée à l'article 6, § 2, alinéa 2, dans le délai fixé », il y a lieu de considérer qu'il ne remplit pas les conditions d'études fixées par l'article 8, 4°, de la loi du 27 mars 2003 auquel renvoi l'article 15, alinéa 1er, 3°, de la même loi. Pour éviter toute équivoque, mieux vaut dès lors supprimer le 2° de l'article 28, alinéa 1er, en projet, l'hypothèse qu'il prévoit étant déjà comprise dans la formulation plus générale du 1°.

L'article 28, alinéa 1er, en projet sera revu en conséquence.

Article 51

Au 5°, il convient d'omettre la précision selon laquelle le « rejet » doit être motivé. En effet, une telle obligation de motivation résulte déjà de la loi du 29 juillet 1991 'relative à la motivation formelle des actes administratifs'.

Article 57

L'annexe à l'arrêté en projet est unique, il n'y a pas lieu de la numéroter.

La même observation vaut pour l'intitulé de l'annexe.

Article 64

Les articles 62 à 69 du projet tendent à modifier les articles 2, 4, 5, 6, 7, 11, 14 et 18 de l'arrêté royal du 10 août 2005 'relatif aux absences pour motif de santé des militaires.'

Dans son avis 38.253/4 donné le 12 avril 2005 sur un projet devenu l'arrêté royal du 10 août 2005 précité, la section de législation a observé ce qui suit :

> « Selon l'article 2, 2°, du projet, il faut entendre pour son application, par règlement, 'un règlement arrêté par le ministre de la Défense'.
>
> Dans son avis 35.321/4, donné le 2 juillet 2003, sur un projet devenu l'arrêté royal du 11 septembre 2003 relatif au recrutement des militaires, la section de législation a émis l'observation suivante :
>
> 'Ces articles stipulent que certaines règles sont fixées par un 'règlement arrêté par le ministre'. Selon l'officier délégué, ce règlement n'est pas pris sous la forme d'un arrêté ministériel. Ce règlement qui a pour objet principal de rassembler dans un texte unique toutes les dispositions légales et réglementaires éparpillées pour une matière déterminée ne serait pas soumis à la section de législation du Conseil d'État.
>
> Il va de soi que les dispositions arrêtées par le Ministre de la Défense en exécution des articles 36 et 37 du projet d'arrêté royal doivent être prises sous la forme d'un arrêté ministériel et être soumises à la section de législation du Conseil d'État'.
>
> Cette observation vaut également pour les articles 2, 5, § 1er, 7, alinéa 2, 11, § 5, et 14, § 3, du projet. [...] ».

L'article 64 du projet donne lieu à la même critique en ce qu'il tend à modifier l'article 5 de l'arrêté royal du 10 août 2005 en utilisant la notion de « règlement » définie à l'article 2, 2°, du même arrêté.

Article 67

L'article 67, 3°, du projet modifie l'article 11, § 3, alinéa 3, 1°, de l'arrêté royal du 10 août 2005 précité afin de donner au médecin-contrôleur un droit de regard sur les documents médicaux dont dispose le militaire sans requérir l'autorisation préalable de celui-ci.

Le rapport au Roi précise ce qui suit :

> « Cet article vise notamment à permettre, dans un souci d'optimalisation du contrôle médical, au médecin-contrôleur de décider sur base des données les plus complètes possibles.
>
> À cet effet, l'obligation actuelle d'accord du patient militaire d'accès aux données médicales nécessaires, est supprimé ».

Il va de soi que la prérogative ainsi octroyée au médecin-contrôleur ne peut se concevoir que dans l'exécution de la tâche de celui-ci, à savoir exercer un droit de regard sur les documents médicaux dont dispose le militaire et qui sont relatifs à son absence pour motif de santé.

La disposition en projet sera complétée en ce sens.

Article 69

Dans l'article 69 du projet, il est question de « jours ouvrables ».

Cette dernière notion ne recevant aucune qualification juridique précise, il conviendrait soit de la définir, soit, de préférence, de prévoir un délai plus simplement exprimé en « jours » [5].

L'article 18, alinéa 1er, en projet sera revu en conséquence.

Article 71

À l'article 71 du projet, il y a lieu de biffer le mot « calendrier » [6].

Articles 72 et 73

L'article 72 du projet tend à remplacer l'article 18 de l'arrêté royal du 17 septembre 2005 'relatif à l'aptitude au service aérien'. Il s'agit de la notification et de la prise de connaissance de la décision prise par la commission médicale pour l'aptitude au service aérien.

La précision selon laquelle cette décision doit être « motivée » doit être omise car l'obligation de motiver la décision revient à répéter l'obligation qui résulte déjà de la loi du 29 juillet 1991 'relative à la motivation formelle des actes administratifs'.

L'article 72 du projet sera revu sur ce point.

La même observation peut être faite concernant l'article 22 de l'arrêté royal du 17 septembre 2005 précité à propos de la « décision motivée de la commission d'appel ».

L'article 73 du projet sera complété en ce sens.

Article 76

L'article 76 du projet définit ce qu'il faut entendre par « médecin chargé de l'appui médical de l'unité à laquelle appartient le donneur ».

Il y a lieu de définir un mot uniquement lorsque cela s'avère nécessaire [7]. Or, en l'espèce, la notion de « médecin chargé de l'appui médical de l'unité à laquelle appartient le donneur » n'est pas utilisée dans l'arrêté royal du 3 décembre 2006 « relatif à la biothèque de la Défense ».

---

[5] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 95, a).

[6] Il s'agit en effet de jours civils. *Ibid.*, recommandation n° 95, a).

[7] *Ibid.*, recommandation n° 95.

L'article 76 du projet sera dès lors omis.

Article 81

1. Il résulte des informations transmises par l'officier délégué que l'article 81, 1°, du projet a pour objet de faire entrer en vigueur le jour de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge* les articles 2, 11, 12 et 14 de la loi du 22 avril 2012 'modifiant la loi du 27 mars 2003 relative au recrutement des militaires et au statut des musiciens militaires et modifiant diverses lois applicables au personnel de la Défense'.

L'article 16 de la loi du 22 avril 2012 est rédigé comme suit :

« La présente loi entre en vigueur le 1er octobre 2012.

Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1er pour chacune de ses dispositions ».

Les dispositions visées dans le projet sont entrées en vigueur ; l'article 81, 1°, du projet n'a plus d'utilité et doit par conséquent être omis.

2. Il ressort de l'article 81, 2°, du projet que le présent arrêté entre en vigueur le jour de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge* sauf les exceptions visées respectivement aux a), b) et c) de cette disposition.

La section de législation n'aperçoit pas, en l'espèce, la raison pour laquelle il y a lieu de déroger à la règle habituelle d'entrée en vigueur des arrêtés prévue par l'article 6, alinéa 1er, de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires'.

3. De l'accord de l'officier délégué, l'article 81, 2°, a), du projet doit également viser l'article 16 du projet.

4. L'article 81, 2°, b), du projet prévoit que les articles 45 à 47, 49 à 54 et 57, produisent leurs effets le 1er octobre 2012 ce qui donne à ces dispositions du projet une portée rétroactive.

Sur ce point, l'officier délégué a indiqué que l'effet rétroactif

« […] a pour objectif, dans le cadre de la réglementation applicable au recrutement des militaires, à mettre en vigueur les dispositions légales adaptées par la loi du 22 avril 2012 précitée au même moment que les dispositions réglementaires adaptées par le projet d'arrêté royal qui vous a été soumis, afin d'éviter tout conflit entre les dispositions légales et les dispositions réglementaires qui en découlent ».

La non-rétroactivité des actes administratifs est de règle, en vertu d'un principe général de droit. La rétroactivité peut toutefois être justifiée si elle est autorisée par la loi. En l'absence d'autorisation légale, comme c'est le cas en l'espèce, elle ne peut être admise qu'à titre exceptionnel, lorsqu'elle est nécessaire, notamment, à la continuité du service public ou à la

régularisation d'une situation de fait ou de droit et pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels.

Il appartient à l'auteur du projet de s'assurer que la rétroactivité se justifie bien en l'espèce et de s'en expliquer dans le rapport au Roi.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAAND VORMVEREISTE

Uit artikel 19/1, § 1, van de wet van 5 mei 1997 'betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling' volgt dat in principe elk voorontwerp van wet, elk ontwerp van koninklijk besluit en elk voorstel van beslissing dat ter goedkeuring aan de Ministerraad moet worden voorgelegd, aanleiding moet geven tot een voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren[1]; de enige gevallen waarin zo een voorafgaand onderzoek niet hoeft plaats te vinden, zijn die welke moeten worden bepaald bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad[2], welk besluit bij de huidige stand van de teksten die in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt zijn, nog niet uitgevaardigd is.

Dit vormvereiste is *in casu* niet vervuld en de steller van het ontwerp dient ervoor te zorgen dat daaraan wordt voldaan.[3]

[1] Artikel 19/1, § 1, eerste lid, van de voornoemde wet van 5 mei 1997. Bij artikel 19/1, § 2, van de voornoemde wet van 5 mei 1997 wordt de Koning ermee belast dat voorafgaand onderzoek te regelen bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad. Tot op heden is nog geen besluit met een dergelijk onderwerp in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

[2] Artikel 19/1, § 1, tweede lid, van de voornoemde wet van 5 mei 1997.

[3] Zie in dezelfde zin advies 51.184/4, op 25 april 2012 verstrekt omtrent een ontwerp dat aanleiding heeft gegeven tot het koninklijk besluit van 3 juni 2012 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 mei 2003 betreffende het statuut van de militairen van het reservekader van de krijgsmacht', alsook advies 51.511/4, op 4 juli 2012 verstrekt omtrent een ontwerp dat aanleiding heeft gegeven tot het koninklijk besluit van 13 juli 2012 'tot vaststelling van het programma van de Koninklijke Militaire School voor het academiejaar 2012-2013'.

Indien het voornoemde voorafgaand onderzoek leidt tot de conclusie dat *in casu* geen effectbeoordeling vereist is, moet de aanhef van het ontwerp worden aangevuld met een als volgt gesteld lid:

"Gelet op het voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren, waarbij besloten is dat een effectbeoordeling niet vereist is".

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

De aanhef dient te worden aangepast, waarbij alle bepalingen worden vermeld die de rechtsgrond van het voorliggende ontwerp vormen, met uitsluiting dus van de andere bepalingen.

Aldus moeten worden vermeld:

1° in het tweede lid, de artikelen 18 en 39*bis*, eerste lid, van de wet van 27 december 1961 'betreffende het statuut van de onderofficieren van het actief kader van de krijgsmacht';

2° in het derde lid, de artikelen 12 en 20*octies*, 3°, van de wet van 12 juli 1973 'betreffende het statuut van de vrijwilligers van het actief kader van de krijgsmacht';

3° in het vijfde lid, de artikelen 10, § 1, 20, 20*decies* en 24, § 6, van de wet van 21 december 1990 'houdende statuut van de kandidaat-militairen van het actief kader';

4° in het zevende lid, de artikelen 9*bis*, § 3, 10*bis*, § 2, eerste lid, en 13*ter* van de wet van 20 mei 1994 'betreffende de geldelijke rechten van de militairen';

5° in het tiende lid, de artikelen 10, 11, §§ 2 en 4, 15, tweede lid, 16, § 3, 20, § 6, 5°, en 51 van de wet van 27 maart 2003 'betreffende de werving van de militairen en het statuut van de militaire muzikanten en tot wijziging van verschillende wetten van toepassing op het personeel van Landsverdediging'.

De steller van het ontwerp dient eveneens na te gaan of de nog van kracht zijnde wijzigingsbepalingen worden vermeld.[4]

[4] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab Wetgevingstechniek, aanbeveling 27.

DISPOSITIEF

Artikelen 6 en 8

1. Artikel 6 van het ontwerp betreft een wijziging van het medisch profiel tijdens de militaire loopbaan (ontworpen artikel 16, § 1) en tijdens de vorming van een kandidaat (ontworpen artikel 16, § 2).

Het strekt ertoe artikel 16 van het koninklijk besluit van 28 augustus 1981 'betreffende het medisch geschiktheidsprofiel' te vervangen.

Uit de inlichtingen verstrekt door de gemachtigde officier blijkt dat de ontworpen bepaling haar rechtsgrond ontleent aan artikel 90, § 1, van de wet van 20 mei 1994 'inzake de rechtstoestanden van het personeel van Defensie', luidende:

> "§ 1. De militair ondergaat de medische onderzoeken die nodig zijn om na te gaan of hij voldoet aan de volgende criteria:
>
> 1° de geschiktheidscriteria voor elke militaire dienst;
>
> 2° de geschiktheidscriteria voor het uitoefenen van bepaalde functies;
>
> 3° de geschiktheidscriteria voor het uitvoeren van bepaalde opdrachten;
>
> 4° de geschiktheidscriteria voor het uitvoeren van bepaalde activiteiten.
>
> De Koning kan de criteria, bedoeld in het eerste lid, vaststellen per leeftijdscategorie en per categorie militairen. De Minister van Landsverdediging of zijn afgevaardigde kan evenwel deze criteria in een reglement vaststellen indien aan de desbetreffende functies, opdrachten of activiteiten niet rechtstreeks geldelijke voordelen verbonden zijn.
>
> Bovendien, kan de Koning :
>
> 1° de overheden, die eventueel een advies moeten geven over de medische geschiktheid van de militair, aanwijzen;
>
> 2° de overheden, bevoegd om te beslissen over de medische geschiktheid van de militair, aanwijzen;
>
> 3° de procedure, die leidt tot de beslissing over de medische geschiktheid van de militair, vaststellen."

Uit die bepaling volgt dat de Koning onder meer gemachtigd wordt de geschiktheidscriteria vast te stellen die het medisch profiel vormen.

Indien het ontworpen artikel 16 moet worden geïnterpreteerd als een bepaling van reglementaire aard, doet het een probleem rijzen in zoverre het bepaalt dat het medisch profiel tijdens de loopbaan of de vorming door sommige instanties kan worden gewijzigd.

Aldus geredigeerd kan artikel 6 van het ontwerp zijn rechtsgrond immers niet ontlenen aan artikel 90, § 1, tweede lid, van de wet van 20 mei 1994.

Artikel 90, § 1, derde lid, 2°, van dezelfde wet vormt evenmin een rechtsgrond, aangezien de strekking van de ontworpen bepaling niet erin bestaat om de instanties op te geven die bevoegd zijn om te oordelen over de medische geschiktheid van de militair, maar om voor te

schrijven dat andere instanties dan die vermeld in de wetsbepaling, bij wege van een reglement kunnen beslissen tot een wijziging van het medisch profiel tijdens de loopbaan of de vorming.

Artikel 6 van het ontwerp moet in het licht van deze opmerking herzien of weggelaten worden.

2. Ook het ontworpen artikel 3, eerste lid, van het koninklijk besluit van 23 december 1991 'betreffende de medische geschiktheid voor dienst op zee' is aan kritiek onderhevig in zoverre het bepaalt:

> "De hoofdgeneesheer van de dienst medische basisselectie van het centrum voor medische expertise beslist over het speciaal medisch profiel dat de kandidaat moet hebben voor de marine, op grond van de in zijn dienst uitgevoerde medische onderzoeken."

Het staat niet aan de Koning om de instantie aan te duiden die bevoegd is om de geschiktheidscriteria vast te stellen, *in casu* het speciaal medisch profiel.

Artikel 8 van het ontwerp moet bijgevolg worden herzien, waarbij het ontworpen artikel 3, eerste lid, dient te vervallen.

Artikel 31

Het laat zich aanzien dat de wijziging voorgeschreven bij artikel 31 van het ontwerp eveneens toepassing moet vinden op artikel 4, § 3, 1°, d), van het koninklijk besluit van 28 januari 2000 'betreffende de medische geschiktheid voor duikactiviteiten en voor droge duiken'.

Artikel 31 van het ontwerp moet in die zin worden aangevuld.

Artikel 41

Artikel 13*ter*, § 1, tweede lid, van de wet van 20 mei 1994 'betreffende de geldelijke rechten van de militairen', zoals het is ingevoegd bij artikel 6 van de wet van 29 december 2010 'houdende diverse bepalingen (I)', bevat de volgende machtiging:

> "De Koning, of de overheid die Hij aanwijst, kan evenwel in bijzondere gevallen, om de geldelijke rechten van de militair te beschermen, van het in het eerste lid bedoelde principe afwijken en betrokkene het recht op de militaire geldelijke voordelen laten behouden die Hij bepaalt."

Artikel 41 van het ontwerp, dat ertoe strekt deze machtiging ten uitvoer te leggen, moet bijgevolg aldus worden gewijzigd dat daarin niet wordt verwezen naar het derde lid van artikel 13*ter*, § 1, van de wet van 20 mei 1994, maar naar het tweede lid ervan.

Artikel 42

Uit de aangevoerde rechtsgrond, te weten artikel 4, tweede lid, van de wet van 25 februari 2003 'houdende de inrichting van de functie van veiligheidsbeambte met het oog op de uitvoering van taken die betrekking hebben op de politie van hoven en rechtbanken en de overbrenging van gevangenen', volgt dat de in deze bepaling vervatte machtiging ten uitvoer moet worden gelegd bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

Dit is niet het geval in het voorliggende ontwerp van koninklijk besluit, zodat artikel 42 dient te vervallen.

Artikel 45

Gelet op de begripsomschrijving vervat in artikel 1, 2°, van het koninklijk besluit van 11 september 2003 'betreffende de werving van de militairen' moeten in het ontworpen artikel 9, 1°, de woorden "van 27 maart 2003" vervallen.

Artikelen 47 en 50

De wijzigingen die de artikelen 47 en 50 van het ontwerp aanbrengen in het koninklijk besluit van 11 september 2003 'betreffende de werving van de militairen' strekken er onder meer toe een proef van schoolse kennis in te voeren voor de sollicitanten in het eerste studiejaar van de opleiding tot arts, dierenarts, tandarts of apotheker. De sollicitanten die een toelatingsexamen tot die opleidingen moeten afleggen, worden vrijgesteld van deelneming aan die proef van schoolse kennis.

Dit is thans het geval wat betreft de opleidingen geneeskunde en tandheelkunde georganiseerd in de Vlaamse Gemeenschap.

De steller van het ontwerp wordt erop gewezen dat vanaf het academiejaar 2013-2014 de toegang tot de opleiding geneeskunde in de Franse Gemeenschap afhankelijk zal worden gesteld van de effectieve deelneming aan een oriëntatietest.

Artikel 50*bis*, § 1, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 31 maart 2004 'betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten' bepaalt immers het volgende:

> "(vertaling) § 1. Vanaf het academiejaar 2013-2014, hebben enkel toegang tot de studies van de eerste cyclus van het studiegebied 12° 'Medische wetenschappen', zoals bepaald bij artikel 31, met het oog op het verkrijgen van de bekrachtigingsgraad ervan, de studenten die aan de algemene voorwaarden voldoen voor de toegang tot de studies van de eerste cyclus bedoeld bij artikel 49 en die een attest kunnen voorleggen van effectieve deelname aan een oriënteringstest van de gezondheidssector.
>
> Deze test wordt in de vorm van een schriftelijke proef ingericht. Door 'effectieve deelname aan deze test' wordt bedoeld het geheel van de proef te hebben doorgenomen en

een uitslag hoger dan deze overeenstemmend met deze verkrijgbaar in afwezigheid van enig antwoord te hebben behaald.

Deze test, die dezelfde is en simultaan wordt afgenomen voor alle universitaire instellingen, wordt elk jaar collegiaal ingericht, een eerste keer gedurende de eerste helft van juli en een tweede keer gedurende de eerste helft van september, door de universitaire instellingen die ertoe gemachtigd zijn studies van de eerste cyclus te organiseren in de medische wetenschappen en die ze organiseren; ze worden ertoe gehouden deel te nemen aan de inrichting en de evaluatie van de test, met inachtneming van de voorwaarden bepaald door de Regering. Deze proef is voor elke kandidaat toegankelijk die in staat is aan de voorwaarden bedoeld bij artikel 49 volledig te voldoen vóór het begin van het academiejaar.

De test heeft tot doel de evaluatie van de specifieke vaardigheden en de bekwaamheden die vereist worden om hogere studies aan te vatten van de gezondheidssector. Hij heeft betrekking op de volgende vakken :

1° Kennis en verstand van de wetenschappelijke vakken :

a) Biologie;

b) Scheikunde;

c) Natuurkunde;

d) Wiskunde.

2° Communicatie en kritische analyse van de informatie :

a) Schriftelijke communicatie;

b) Analyse, synthese en argumentatie;

c) Kennis van de Franse en Engelse talen.

Met uitzondering van de evaluatie van de talenkennis, wordt het gebruik van een Franstalig of tweetalig woordenboek toegelaten. De Regering bepaalt het gedetailleerde programma van de test.

Iedere deelnemer krijgt, persoonlijk, de uitslag van zijn test. De resultaten van de test kunnen noch bekendgemaakt worden noch publiek medegedeeld worden als de identiteit of de verdiensten van de kandidaten daardoor bekend zouden worden gemaakt."

Op basis van de huidige lezing van het ontworpen artikel 33, § 2, van het koninklijk besluit van 11 september 2003 kan dit soort test niet in aanmerking worden genomen. In de onderzochte bepaling is immers alleen sprake van het "toelatingsexamen […] georganiseerd, naargelang het geval, door de Franse, Vlaamse of Duitstalige Gemeenschap". Evenwel rijst de vraag in welke mate de bij deze test behaalde uitslag, inzonderheid de uitslag behaald voor het onderdeel betreffende de kennis en het verstand van de wetenschappelijke vakken, indien een voldoende wordt behaald, kan meebrengen dat de studenten geneeskunde in de Franse Gemeenschap vrijgesteld worden van deelneming aan de proef van schoolse kennis. Indien daarmee hoegenaamd geen rekening wordt gehouden, zou er een verschil in behandeling bestaan tussen enerzijds de sollicitanten die in de Vlaamse Gemeenschap geslaagd zijn voor het toelatingsexamen en die bijgevolg vrijgesteld worden van deelneming aan de proef van schoolse kennis, en anderzijds de sollicitanten die een soortgelijke uitslag hebben behaald voor de test afgelegd in de Franse Gemeenschap, maar die niet worden vrijgesteld van deelneming aan de proef van schoolse kennis.

De bepalingen moeten hoe dan ook worden geredigeerd met inachtneming van het beginsel van gelijkheid en non-discriminatie.

De artikelen 47 en 50 van het ontwerp moeten worden herzien in het licht van deze opmerking.

Artikel 48

Wanneer een sollicitant "het attest bedoeld in artikel 6, § 2, tweede lid, niet binnen de bepaalde termijn" overlegt, bestaat er grond om ervan uit te gaan dat hij niet voldoet aan de studievoorwaarden bepaald in artikel 8, 4°, van de wet van 27 maart 2003 waarnaar verwezen wordt in artikel 15, eerste lid, 3°, van diezelfde wet. Om elke dubbelzinnigheid te voorkomen, is het dan ook beter om het ontworpen artikel 28, eerste lid, 2°, te schrappen, aangezien het geval dat daarin geregeld wordt al vervat zit in de meer algemene formulering van de bepaling onder 1°.

Het ontworpen artikel 28, eerste lid, behoort dienovereenkomstig te worden herzien.

Artikel 51

In de bepaling onder 5° moet de precisering dat de "verwerping" gemotiveerd dient te worden, geschrapt worden. Een zodanige motiveringsplicht vloeit immers reeds voort uit de wet van 29 juli 1991 'betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen'.

Artikel 57

Aangezien het ontworpen besluit vergezeld gaat van slechts één bijlage, behoort die niet genummerd te worden.

Deze opmerking geldt eveneens voor het opschrift van de bijlage.

Artikel 64

De artikelen 62 tot 69 van het ontwerp strekken tot wijziging van de artikelen 2, 4, 5, 6, 7, 11, 14 en 18 van het koninklijk besluit van 10 augustus 2005 'betreffende de afwezigheid om gezondheidsredenen van de militairen'.

In advies 38.253/4, dat de afdeling Wetgeving op 12 april 2005 heeft uitgebracht over een ontwerp dat tot het voornoemde koninklijk besluit van 10 augustus 2005 heeft geleid, heeft ze de volgende opmerking gemaakt:

> "Volgens artikel 2, 2°, van het ontwerp moet voor de toepassing ervan onder 'reglement' verstaan worden 'een reglement uitgevaardigd door de minister van Landsverdediging'.

De afdeling wetgeving heeft in haar advies 35.321/4, op 2 juli 2003 verstrekt over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het koninklijk besluit van 11 september 2003 betreffende de werving van de militairen, het volgende opgemerkt:

'Deze artikelen bepalen dat sommige regels worden vastgesteld door een 'reglement vastgesteld door de minister'. Volgens de gemachtigde officier wordt dat reglement niet vastgesteld in de vorm van een ministerieel besluit. Dit reglement, met als voornaamste doel alle verspreide wets- en verordeningsbepalingen inzake een bepaalde aangelegenheid samen te brengen in één enkele tekst, zou niet worden voorgelegd aan de afdeling Wetgeving van de Raad van State.

Het hoeft geen betoog dat de bepalingen die door de Minister van Landsverdediging zijn vastgesteld ter uitvoering van de artikelen 36 en 37 van het ontwerp van koninklijk besluit, moeten worden uitgevaardigd in de vorm van een ministerieel besluit en moeten worden voorgelegd aan de afdeling Wetgeving van de Raad van State'.

Deze opmerking geldt eveneens voor de artikelen 2, 5, § 1, 7, tweede lid, 11, § 5, en 14, § 3, van het ontwerp. […]".

Artikel 64 van het ontwerp geeft aanleiding tot dezelfde kritiek doordat het ertoe strekt artikel 5 van het koninklijk besluit van 10 augustus 2005 te wijzigen en daarbij gebruik te maken van het begrip "reglement" gedefinieerd in artikel 2, 2°, van hetzelfde besluit.

Artikel 67

Bij artikel 67, 3°, van het ontwerp wordt artikel 11, § 3, derde lid, 1°, van het voornoemde koninklijk besluit van 10 augustus 2005 gewijzigd teneinde de controlegeneesheer inzagerecht te verlenen in de medische documenten waarover de militair beschikt terwijl niet vereist wordt dat de militair daarmee vooraf instemt.

In het verslag aan de Koning wordt in dat verband het volgende aangegeven:

"Dit artikel heeft met name als doel, met een bezorgdheid van de optimalisering van de geneeskundige controle, om de controlegeneesheer te laten beslissen op basis van zo volledig mogelijke gegevens.

Daarvoor wordt de huidige toestemming van de militaire patiënt voor de toegang tot de vereiste medische gegevens afgeschaft."

Het hoeft geen betoog dat het voorrecht dat aldus aan de controlegeneesheer wordt verleend alleen denkbaar is in de uitoefening van de taak van de controlegeneesheer, namelijk het uitoefenen van een inzagerecht in de medische documenten waarover de militair beschikt en die betrekking hebben op zijn afwezigheid om gezondheidsredenen.

De ontworpen bepaling behoort in die zin aangevuld te worden.

Artikel 69

In artikel 69 van het ontwerp is sprake van "werkdagen".

Aangezien dit begrip in juridisch opzicht nergens duidelijk omschreven wordt, zou het moeten worden gedefinieerd, ofwel zou, bij voorkeur, moeten worden voorzien in een termijn die gewoon uitgedrukt is in "dagen".[5]

Het ontworpen artikel 18, eerste lid, behoort dienovereenkomstig te worden herzien.

Artikel 71

In artikel 71 van het ontwerp dienen de woorden "achtentwintig kalenderdagen" te worden vervangen door de woorden "achtentwintig dagen".[6]

Artikelen 72 en 73

Artikel 72 van het ontwerp strekt tot vervanging van artikel 18 van het koninklijk besluit van 17 september 2005 'betreffende de geschiktheid voor luchtdienst'. Het gaat om de kennisgeving en de kennisname van de beslissing genomen door de geneeskundige commissie voor geschiktheid voor luchtdienst.

De precisering dat die beslissing gemotiveerd dient te worden, behoort geschrapt te worden, aangezien de verplichting om die beslissing te motiveren neerkomt op het herhalen van de verplichting die reeds voortvloeit uit de wet van 29 juli 1991 'betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen'.

Artikel 72 van het ontwerp dient op dit punt te worden herzien.

Deze opmerking kan ook worden gemaakt over artikel 22 van het voornoemde koninklijk besluit van 17 september 2005 met betrekking tot "de gemotiveerde beslissing van de commissie van beroep".

Artikel 73 van het ontwerp dient in die zin te worden aangevuld.

Artikel 76

In artikel 76 van het ontwerp wordt gedefinieerd wat moet worden verstaan onder "geneesheer belast met de medische steun van de eenheid waartoe de donor behoort".

Een woord behoort alleen te worden gedefinieerd wanneer dat noodzakelijk blijkt.[7] *In casu* wordt het begrip "geneesheer belast met de medische steun van de eenheid waartoe de

[5] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 95, a).

[6] Het betreft immers dagen in algemene zin. *Ibid.*, aanbeveling 95, a).

[7] *Ibid.*, aanbeveling 95.

donor behoort" evenwel niet gebruikt in het koninklijk besluit van 3 december 2006 'betreffende de biotheek van Defensie'.

Artikel 76 van het ontwerp behoort dan ook te vervallen.

Artikel 81

1. Uit de inlichtingen die de gemachtigde officier verstrekt heeft, blijkt dat artikel 81, 1°, van het ontwerp ertoe strekt de artikelen 2, 11, 12 en 14 van de wet van 22 april 2012 'tot wijziging van de wet van 27 maart 2003 betreffende de werving van de militairen en het statuut van de militaire muzikanten en tot wijziging van verschillende wetten van toepassing op het personeel van Landsverdediging' in werking te laten treden de dag waarop dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Artikel 16 van de wet van 22 april 2012 luidt als volgt:

"Deze wet treedt in werking op 1 oktober 2012.

De Koning kan voor iedere bepaling ervan een datum van inwerkingtreding bepalen voorafgaand aan de datum vermeld in het eerste lid."

De bepalingen die in het ontwerp vermeld worden, zijn al in werking getreden; artikel 81, 1°, van het ontwerp is van geen nut meer en behoort bijgevolg te vervallen.

2. Uit artikel 81, 2°, van het ontwerp blijkt dat dit besluit in werking treedt de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt, behoudens de uitzonderingen vermeld in respectievelijk de onderdelen a), b) en c) van die bepaling.

In casu ziet de afdeling Wetgeving niet in om welke reden afgeweken zou moeten worden van de gebruikelijke regel inzake de inwerkingtreding van besluiten gesteld in artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 'betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen'.

3. De gemachtigde officier is het ermee eens dat in artikel 81, 2°, a), van het ontwerp ook artikel 16 van het ontwerp moet worden vermeld.

4. In artikel 81, 2°, b), van het ontwerp wordt bepaald dat de artikelen 45 tot 47, 49 tot 54 en 57, uitwerking hebben met ingang van 1 oktober 2012, waardoor aan die bepalingen van het ontwerp terugwerkende kracht wordt gegeven.

In dat verband heeft de gemachtigde officier het volgende aangegeven:

"[L'effet rétroactif] a pour objectif, dans le cadre de la réglementation applicable au recrutement des militaires, à mettre en vigueur les dispositions légales adaptées par la loi du 22 avril 2012 précitée au même moment que les dispositions réglementaires adaptées par le projet d'arrêté royal qui vous a été soumis, afin d'éviter tout conflit entre les dispositions légales et les dispositions réglementaires qui en découlent".

In de regel hebben bestuurshandelingen krachtens een algemeen rechtsbeginsel geen terugwerkende kracht. Terugwerkende kracht kan echter gewettigd zijn indien ze door de wet wordt toegestaan. Wanneer dat – zoals in dezen – niet het geval is, is terugwerkende kracht alleen aanvaardbaar bij wijze van uitzondering, inzonderheid wanneer dat nodig is voor de continuïteit van de openbare dienst of voor de regularisering van een rechtstoestand of feitelijke toestand en voor zover de vereisten inzake rechtszekerheid vervuld zijn en de individuele rechten geëerbiedigd worden.

De steller van het ontwerp dient zich ervan te vergewissen of de terugwerkende kracht *in casu* wel gewettigd is en daarover uitleg te verstrekken in het verslag aan de Koning.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT Pierre LIÉNARDY